NUMERO DE REGISTRE: 254

NOTIFICATION DE CONTRÔLE PREALABLE

Date de soumission : 14 juin 2007

Numéro de dossier : 2007-407

Institution : Médiateur européen

Base légale : article 27-5 du Règlement CE 45/2001⁽¹⁾

(1) OJ L 8, 12.01.2001

INFORMATIONS NECESSAIRES (2)

(2) Merci de joindre tout document utile

1/ Nom et adresse du responsable du traitement

Le Médiateur européen
1, avenue du Président Robert Schuman
F - 670001 STRASBOURG

2/ Services de l'institution ou de l'organe chargés du traitement de données à caractère personnel
Secteur Administration du Département Administratif et Financier

3/ Intitulé du traitement

Promotion du personnel statutaire

4/ La ou les finalités du traitement

Promotion du personnel statutaire ayant l'ancienneté minimale nécessaire dans le grade sur base d'une évaluation comparative des rapports de notation des fonctionnaires et agents promouvables.

5/ Description de la catégorie ou des catégories de personnes concernées

Le personnel statutaire du Médiateur européen (fonctionnaires, agents temporaires et contractuels).

6/ Description des données ou des catégories de données (*en incluant, si nécessaire, les catégories particulières de données (article 10) et/ou l'origine des données*)

Les données utilisées dans le cadre de la procédure de promotion sont les rapports de notation des années antérieures et en particulier l'évaluation relative à la catégorie de progression de carrière ainsi que l'ancienneté dans le grade des fonctionnaires ou agents promouvables.

7/ Informations destinées aux personnes concernées

La liste des fonctionnaires ou agents promouvables est publiée annuellement au début de la procédure de promotion. La liste des fonctionnaires ou agents promus est publiée à l'issu de la procédure de promotion.

8/ Procédures garantissant les droits des personnes concernées (*droits d'accès, de faire rectifier, de faire vérouiller, de faire effacer, d'opposition*)

Les fonctionnaires ou agents peuvent contester la liste de agents promouvables publiée au début de la procédure de promotion. Sur base d'arguments objectifs ils peuvent demander la modification de la liste en question.

Les fonctionnaires ou agents peuvent contester la décision de promotion.

9/ Procédures de traitement automatisées / manuelles

La liste des fonctionnaires et agents promouvables est établie sur base de l'ancienneté dans le grade calculée de manière automatisée sur base des information tirées de l'application de gestion du personnel du Parlement européen ARPEGE. Le reste de la procédure n'est pas automatisée et le comparatif des mérites respectifs des fonctionnaires ou agents promouvables est effectué manuellement par le Chef de Département compétent et, s'il le demande, avec l'aide du Secteur Administration. Des notes rendant compte de l'évaluation du mérite des fonctionnaires ou agents en question est ensuite communiquée au Médiateur qui dispose d'un large pouvoir discrétionnaire quant à la décision de promotion.

10/ Support de stockage des données

Les listes papier des agents promouvables et promus ainsi que les notes adressées au Médiateur par le Chefs de Département sont conservées sous clé par le Secteur Administration. Les décisions finales de promotion sont incluses dans les dossiers personnels des fonctionnaires et agents concernés. Il n'y a pas de stockage électronique des données.

11/ Base légale et licéité du traitement

Article 45 du Statut et Décision du Médiateur européen du XXX

12/ Destinataires ou catégories de destinataires auxquels les données sont susceptibles d'être communiquées

Les données sont susceptibles d'être consultées par les Chefs de Départements du Bureau du Médiateur et par le Médiateur. Les notes établissant une évaluation comparative des mérites des fonctionnaires ou agents promouvables ne sont pas consultables par les fonctionnaires ou agents concernés en l'état. A sa demande un fonctionnaire ou agent concerné peut toutefois demander la communication des commentaires figurant dans les notes le concernant. Le Secteur Administration prendra dans ce cas le soin de communiquer les documents en rendant illisible tous les commentaires qui porteraient sur des personnes autres que l'intéressé.

Les données sont aussi suceptibles d'être communiquées à des instances collégiales internes à l'institution dans le cadre de recours contre la décision de promotion.

Les données sont suceptibles de faire l'objet d'une procédure d'audit interne.

Les données sont enfin susceptibles d'être communiquées aux autorités compétentes en cas d'action en

13/ Politique de conservation des données personnelles (ou catégories de données)

13 a/ Dates limites pour le verouillage et l'effacement des différentes catégories de données (après requête légitime de la personne concernée)

(Merci d'indiquer les dates limites pour chaque catégorie, si nécessaire)

Les données sont conservées par le Secteur Administration pendant une période de 50 ans, ce qui permet de garantir la conservation pendant la totalité de la carrière de l'ensemble des fonctionnaires et agents potentiellement concernés par une procédure de promotion donnée.

14/ Finalités historiques, statistiques ou scientifiques

Si vous conservez les données pour des périodes plus longues que celles mentionnées ci-dessus, merci d'indiquer, si nécessaire, ce pourquoi les données doivent être conservées sous une forme permettant l'identification.

Des statistiques peuvent être établies annuellement pour des besoins interne ou à destination, notamment, de l'autorité budgétaire. Ces statistiques ne permettent pas l'identification des fonctionnaires ou agents concernés et s'articulent autour des données relatives au grade, à l'ancienneté dans le grade et éventuellement au sexe ou au domaine d'activité des fonctionnaires et agents promus.

15/ Transferts de données envisagés à destination de pays tiers ou d'organisations internationales
Les documents relatifs à la procédure de promotion ne font pas l'objet d'un transfert à destination de tiers, à moins que ce ne soit dans le cadre d'un transfert interinstitutionnel du fonctionnaire ou de l'agent concerné, auquel cas, le transfert de la personne s'accompagne du transfert de l'intégralité de son dossier personnel, y compris des décisions de promotion individuelles qu'il pourrait contenir.

16/ Le traitement présente des risques particuliers qui justifient un contrôle préalable :*(Merci de décrire le traitement)*:

Le traitement vise à comparer les mérites des fonctionnaires et agents du Médiateur - Article 27.2.(b).

comme prévu à:

Article 27.2.(a)

Les traitements de données relatives à la santé et les traitements de données relatives à des suspicions, infractions, condamnations pénales ou mesures de sûreté,

Article 27.2.(b)

Les traitements destinés à évaluer des aspects de la personnalité des personnes concernées, tels que leur compétence, leur rendement ou leur comportement,

Article 27.2.(c)

Les traitements permettant des interconnexions non prévues en vertu de la législation nationale ou communautaire entre des données traitées pour des finalités différentes,

Article 27.2.(d)

Les traitements visant à exclure des personnes du bénéfice d'un droit, d'une prestation ou d'un contrat,

Autre (concept général de l'article 27.1)

17/ Commentaires

Annexes : Projet de Décision du Médiateur

LIEU ET DATE: Strasbourg le 14/6/2007

DELEGUE A LA PROTECTION DES DONNEES: Loïc JULIEN

INSTITUTION OU ORGANE COMMUNAUTAIRE: Médiateur européen